



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

Nous sommes des milliers de travailleur-se-s, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

#### Permanence du NPA 49 à Angers

**Samedi 11h - 12h :**

En haut de place Imbach

#### Contacts

##### Angers

[npa49@yahoo.fr](mailto:npa49@yahoo.fr)

##### Cholet

[cholet.npa@orange.fr](mailto:cholet.npa@orange.fr)

##### Saumur

[npa\\_saumurois@hotmail.fr](mailto:npa_saumurois@hotmail.fr)

(le site du NPA 49)

<http://npa49.free.fr>

(le blog du NPA Cholet)

<http://choletnpa49.unblog.fr>

Répondeur/Fax : **02 41 25 19 10**

# CE N'EST PAS AUX FEMMES DE PAYER LA CRISE !



La crise, c'est le prétexte pour le gouvernement d'accélérer encore les attaques contre nos acquis sociaux. Le nombre de chômeurs et chômeuses progresse chaque jour et on sait que les femmes sont les plus fragiles sur le marché du travail : elles représentent 80 % des emplois à temps partiels (majoritairement subi). Elles sont plus présentes dans les secteurs comme le nettoyage, la petite et grande distribution où le temps partiel est souvent cumulé avec d'autres formes de précarité (comme les CDD) et avec la flexibilité des horaires... La crise risque fort de durer et les femmes d'en payer les conséquences.

C'est pourquoi, les associations, partis et syndicats féministes appellent à une manifestation nationale le 17 octobre pour les droits des femmes. Il ne s'agit pas, ici de séparer les questions concernant les femmes de celles qui concernent l'ensemble des salariés. L'objectif de cette journée de mobilisation est de mettre en lumière la situation des femmes, parce que ce sont les premières concernées par la politique de régression sociale du gouvernement et du patronat et qu'elles sont, trop souvent, les oubliées du mouvement social. La lutte féministe se construit en solidarité avec tous/toutes les salarié-e-s et participe à la construction d'un mouvement social unitaire qui soit une vraie riposte aux attaques du gouvernement.

#### Injustices, inégalités : Droits des femmes en danger

L'écart des salaires entre homme et femme est de 24 %. Ce qui se traduit aussi par un niveau de retraite largement inférieur à celui des hommes et cela risque d'empirer. En effet, concernant les retraites, le gouvernement voulait supprimer la bonification de 4 semestres d'annuités par enfant, accordé aux mères dans calcul de la retraite. La mobilisation a permis un premier recul puisque la première année de bonification sera maintenue mais la deuxième devra faire l'objet d'une négociation entre le père et la mère. Avec cette remise en cause des retraites, la franchise médicale, la casse de la santé publique, la fermeture des Centres d'interruption Volontaires de Grossesses, la suppression du Service Droit des Femmes et de l'égalité... Sarkozy s'en prend directement et profondément aux droits des femmes.

#### Contre les violences faites aux femmes

De nombreuses femmes sont victimes de violences chez elles, au travail, dans la rue et ce, dans tous les milieux sociaux, cela uniquement parce qu'elle sont des femmes ! Le gouvernement a comme unique réponse la répression. Ce n'est pas leur projet qui va régler le problème mais une vraie politique d'éducation, de prévention et d'accompagnement des femmes victimes de violences. C'est pourquoi nous nous battons pour une loi cadre contre les violences faites aux femmes.

#### Pour un service public de qualité

La crise c'est aussi l'occasion de tirer à boulets rouges sur les services publics. La création de jardins d'éveils payants pour remplacer la première année de maternelle est un exemple parmi d'autres. Nous voulons un service public de qualité qui garantit l'accès à toutes et tous à l'éducation, à la santé, au logement... et des conditions de travail décentes pour les salariés/es du public comme du privé.

**TOUTES ET TOUS ENSEMBLE A LA MANIFESTATION DU SAMEDI 17 OCTOBRE  
14H 30, place de la Bastille à PARIS**

## Les salariés mettent les cadres liquidateurs à la porte

### RAPIDEX : USINE OCCUPÉE !



Les salariés restants de l'usine Rapidex d'Écouflant ont fini par en avoir assez des manoeuvres liquidatrices des cadres dépêchés par la maison mère Martin (\*) afin de récupérer leur savoir-faire avant de les « jeter comme des kleenex ». Depuis mardi 6 octobre, ils occupent l'usine. Ils ont mis à la rue les cadres, "benné" leurs petites affaires, et réclament maintenant des primes de licenciement à la hauteur de celles qu'ont obtenues leurs camarades déjà licenciés.

La lutte des Rapidex dure maintenant depuis trois mois, après que Martin-Bobst a décidé de réduire à (presque ?) rien sa

filiale angevine de fabrication de machines pour l'emballage.

De grève aux pseudo-négociations, de séquestration du PDG à son évasion peu glorieuse organisée par le préfet, en passant par une opération escargot sur l'autoroute, 31 salariés sur 56 ont été licenciés dans le cadre d'un plan social. Celui-ci, s'il a laissé un goût amer, n'en ménageait pas moins aux licenciés des primes substantielles.

L'usine devait officiellement continuer avec les 17 salariés restants. Mais il est apparu très vite que ce n'était que partie remise. La société Martin ne cherchait qu'à assurer un transfert des savoir-faire avant liquidation totale en envoyant 8 de ses cadres (soit 1 pour 2 salariés !) à Angers. Le plan de sauvegarde de l'entreprise n'avait aucune crédibilité d'après les salariés mais aussi d'après le cabinet SYNDEX recruté par le CE (sans service commercial, et sans bureau d'études, difficile de relancer quelque activité que ce soit !). Devant la menace de plus en plus évidente d'un licenciement sec, les salariés « survivants », aidés par leurs collègues déjà licenciés, réclament eux aussi le bénéfice des primes extra-légales de licenciement acquises par la lutte. Et ils le font maintenant savoir au grand jour d'une occupation d'usine qu'ils font tourner eux-mêmes, sans les missi dominici du groupe Bobst-Martin !

Un accord pourrait aboutir à l'issue d'une réunion avec le préfet.

Le NPA 49 soutient inconditionnellement la lutte des Rapidex et exige de la direction de Martin qu'elle satisfasse intégralement leurs revendications.

(\*) Martin est une entreprise lyonnaise fondée en 1923, intégrée depuis 1985 au groupe suisse Bobst. Martin est spécialisée dans le montage de machines utiles à la fabrication de caisses en carton ondulé. Basée à Prilly et Mex, Bobst était la 87e entreprise suisse en 2005 (en chiffre d'affaires). Elle est possédée par quelques familles suisses dont celle de son fondateur de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.



### Bosch :

#### 40 postes supprimés

La direction européenne du groupe Bosch a décidé le 28 septembre de supprimer l'an prochain 40 postes dans l'usine de Saint-Barthélemy-d'Anjou, spécialisée dans la fabrication de systèmes de freinage, où travaillent 485 salariés. Avec les départs à la retraite anticipée, l'effectif risque de chuter en dessous des 400. Parallèlement, la production se délocalise petit à petit, notamment vers la Pologne. Le jeu de monopoly capitaliste continue donc sans entrave, au détriment des salariés...

### 7 octobre

#### 500 manifestants à Angers

La manifestation à Angers organisée au départ de la place Imbach à l'appel de CFTD, CGC, CGT, FSU et UNSA, mercredi 7 octobre à 11h dans le cadre de la journée mondiale pour le travail décent, a réuni environ 500 personnes, dont une bonne moitié de la CGT. Les seuls partis politiques présents étaient le PCF, le NPA et LO. Début de remobilisation ?

## LA POSTE HALTE À LA PRIVATISATION



Chaque  
semaine,  
LISEZ...

